

Mr. Mackenzie said that the first thing required of a man when he changed from the Liberal side of the Government side was, to abuse the *Globe* newspaper, (laughter). It was satisfactory to find so old a member, so willing to come into the traces of the first Minister of the Crown, and abuse the *Globe*. It was a well known fact that thirty-two or thirty-three Liberal members had been brought to the House, and, in defiance of this gross accusation, he could say that they had not given factious opposition, but had at all times preferred to meet the Government in an open, manly way. He would now ask the reason why the Union cause had not in the slightest degree advanced. It was simply because this combination, this coalition was formed, not to advance the Union cause, but to advance a political party to a position which they might occupy, we were told, for years to come by the influence of the expenditure for the construction of the Intercolonial Railway. He would venture to say that if the Liberal party had been in power from that time to the present, there would have been at this moment a completed Confederation of all the Provinces of British North America. But after this Parliament had provided the most liberal terms for Newfoundland and Prince Edward Island they had been rejected, and other Provinces would not join the Confederation; and he held that it was because the Government of Canada was distrusted, that the people of the East and West, and North and South declined to have any political association with them (hear, hear). He would now proceed to discuss the measures which the Government saw fit to take, in order, apparently, to secure the results they promised long ago. He recollected that during the elections he had been told that if the Government secured a majority in Parliament there could not be a doubt the union of the Provinces—union with the Maritime Provinces, would be a certainty, and union with Newfoundland and Prince Edward Island would be a matter not of years or months, but of weeks. He had moved for correspondence that he expected would show the state of advancement of this union, but to his extreme surprise he was told that no correspondence had taken place (hear, hear). Referring to the negotiations for admitting Newfoundland, he (Mr. Mackenzie) contended that the Government had taken entirely wrong ground in offering to assume control of the public lands of that island. These public lands were claimed by the Anti-Confederates at the late election to be of immense value, and the mineral lands to be perhaps the most valuable upon this Continent, and that the Canadian Government would get the entire benefit of these riches. He maintained that the Federal Government should have nothing to do with

M. Mackenzie dit que la première chose que l'on attend d'un homme qui passe du côté libéral à celui du Gouvernement, est d'invectiver le journal le *Globe*. (Rires.) Il est satisfaisant de voir un ancien député suivre si volontiers la voie tracée par le premier ministre de la Couronne et invectiver le *Globe*. Il est bien connu que trente-deux ou trente-trois députés libéraux ont été introduits à la Chambre et, en guise de défi à cette accusation grossière, il pourrait répondre que ces députés n'ont pas fait d'opposition factieuse au Gouvernement, mais ont toujours préféré lui faire face d'une manière franche et en honnêtes hommes. Il demande pour quelle raison la cause de l'Union n'a pas le moins avancé. Simplement parce que cette coalition fut formée, non pour faire avancer la cause de l'Union, mais pour permettre à un parti politique de parvenir à une position qu'il puisse occuper, nous a-t-on dit, pour des années à venir à cause de dépenses qu'entraînerait la construction du chemin de fer Intercolonial. Il s'avance jusqu'à dire que si le Parti libéral avait été au pouvoir depuis cette époque jusqu'à présent, la confédération de toutes les provinces de l'Amérique du Nord britannique serait maintenant réalisée. Mais, bien que ce Parlement eut formulé les conditions les plus généreuses pour Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, elles ont été rejetées et d'autres provinces refusent de se joindre à la Confédération; il estime que les intéressés ne se fient pas au Gouvernement du Canada, que les populations de l'Est, de l'Ouest, du Nord et du Sud refusent toute association politique avec ce Gouvernement. (Bravo!) Il procède alors à l'examen des mesures que le Gouvernement a jugé bon de prendre afin, semble-t-il, d'atteindre les résultats promis il y a longtemps. Il se souvient que, pendant la campagne électorale, on lui avait dit que si la coalition gouvernementale obtenait la majorité parlementaire, il n'y aurait plus de doute, que l'union avec les provinces Maritimes deviendrait une certitude et que l'union avec Terre-Neuve et l'Île du Prince Édouard ne serait plus une question d'années ou de mois, mais de semaines. Il a demandé qu'on communique aux députés la correspondance qui, supposait-il montrerait l'état des progrès vers cette union, mais à sa très grande surprise, il lui fut répondu qu'aucune correspondance n'a été échangée. (Bravo!) À propos des négociations pour l'admission de Terre-Neuve, il (M. Mackenzie) soutient qu'en offrant d'assurer l'administration des terres publiques de cette île, le gouvernement a fait fausse route. Au cours de la dernière campagne électorale, les opposants de la Confédération ont affirmé que la valeur de ces terres publiques était immense, que la richesse du sous-sol en minéraux était peut-être la plus importante du continent et